

général des Nations Unies que le Canada n'était pas en faveur d'une nouvelle réunion de l'Assemblée générale en février, faisant valoir la possibilité d'une reprise des pourparlers à Pan Moun Jom, l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence de Berlin de certains points concernant l'Extrême-Orient, et la possibilité de réduire la discussion, aux Nations Unies, à un examen de l'activité déployée par l'Inde à la Commission de rapatriement des nations neutres. Quant à la libération récente de prisonniers de guerre communistes chinois et nord-coréens, M. Pearson a maintenu que cette décision était « non seulement légale mais moralement juste et entièrement conforme aux termes mêmes de l'Accord d'armistice ». Selon lui, l'attitude d'obstruction du camp communiste sur la question des prisonniers de guerre s'explique par le rude coup porté au prestige communiste durant l'examen des prisonniers.

M. Pearson expose ensuite dans leurs grandes lignes certains principes qui, à ses yeux, devraient orienter la politique canadienne à l'endroit des pays asiatiques en général. Il ne doit intervenir aucun compromis avec l'agression communiste; d'autre part, nous ne devons pas prendre pour acquis que tout mouvement nationaliste, anticolonial ou révolutionnaire en Asie est d'origine ou d'inspiration communiste et russe, pas plus qu'on ne peut transformer en un Tito chacun des leaders communistes d'Asie.

Il importe de convaincre les populations asiatiques de la supériorité de la démocratie occidentale sur le communisme en adoptant dans nos pays une politique constructive, des plans d'aide mutuelle, et en faisant disparaître l'impression que l'Ouest ne s'associe qu'aux réactionnaires. Donnons à notre politique un caractère pratique et que l'anti-communisme ne constitue pas le seul titre à notre assistance. Sachons reconnaître que les changements survenus dans la structure sociale, nationale et économique de l'Asie se seraient produits même en l'absence d'une révolution communiste en Russie. Soutenant qu'on ne peut ni renverser ni feindre d'ignorer ce courant, M. Pearson rappelle aux Communes l'obligation particulière qui incombe au Canada et les perspectives qui s'ouvrent pour notre pays en tant que membre d'un Commonwealth qui englobe des pays asiatiques et africains aussi bien que des nations occidentales.

### États-Unis

Les relations entre le Canada et les États-Unis se compliquent et se diversifient. Dans la conduite de ces relations, le Canada ne doit pas perdre de vue la lourde responsabilité que portent les États-Unis en tant que dirigeants du monde libre, ces derniers se rappelant qu'association et coopération sont des procédés bilatéraux. On parviendra aux meilleurs résultats si « ni l'un ni l'autre des partenaires ne demande à l'autre de faire ce qu'il ne voudrait pas qu'on lui demande de faire ». A propos d'un important problème d'actualité, M. Pearson signale la suppression récente de certains obstacles à l'aménagement hydro-électrique du Saint-Laurent, grâce à des instances auprès des tribunaux américains.

Aussi longtemps que le Canada et les États-Unis régleront leurs différends de cette façon, le reste du monde pourra continuer d'espérer. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a terminé en affirmant que, si on trouve un certain réconfort à la pensée que l'humanité connaît un plus vif espoir de paix qu'il y a un an, on doit se garder d'oublier que « le monde recèle encore de dangers pour les faibles, les désabusés et les imprudents ».

Quelques jours des communistes de couchage M. Pearson;

Prenant du secrétaire de la huitième décembre de nombreux de transitives. Alors les communes, ce exemple de qualité de l'état de s'adresser avec les peuples Mais il faut la Charte de Puis, des récentes